# 2017-UNAT-782, Muindi

#### Décisions du TANU ou du TCNU

Unat a jugé que la décision de licenciement sommaire était illégale parce que les droits de la procédure régulière en vertu des règlements du personnel de l'OMI et des règles du personnel ont été substantiellement violés. L'appelant avait été inculpé d'inconduite sous la forme d'activités frauduleuses entreprises pour obtenir une accréditation diplomatique, à savoir donner des instructions pour ajouter une signature électronique à une communication officielle de l'OMI sans autorisation ou instruction par ce collègue et déformer son statut contractuel comme recruté internationalement dans cette communication dans cette communication. Notant que le secrétaire général de l'OMI a considéré l'utilisation par l'appelant du téléphone portable officiel pour une utilisation personnelle ou privée pour prendre sa décision sur le licenciement sommaire, Unat a jugé que l'appelant n'avait pas été pris en compte et qu'aucune accusation écrite officielle n'a été portée contre lui concernant l'utilisation du téléphone portable. Rappelant que la décision de licenciement du résumé initial reposait uniquement et entièrement sur l'inconduite présumée en ce qui concerne la lettre d'accréditation, Unat a jugé que l'utilisation du téléphone portable pour un usage personnel (pour lequel il n'y avait pas de processus disciplinaire) ne pouvait pas être une base pour la Le secrétaire général de la décision de l'OMI de maintenir sa décision antérieure de licenciement sommaire. Unat a jugé que la décision de licenciement sommaire était illégale. UNAT a accordé l'appel en partie, annulé la décision de licenciement sommaire, fournissant un montant de rémunération en ligne d'un an de salaire de base net d'un an dans l'alternative, et a rejeté toutes les autres demandes de l'appelant.

### Décision Contestée ou Jugement Attaqué

Le requérant a contesté la mesure disciplinaire du licenciement sommaire pour faute grave. Le conseil d'appel du personnel de l'OMI (SAB) a estimé que, bien que les faits de l'affaire équivalaient à une faute grave, le licenciement sommaire était trop sévère et disproportionné par rapport à l'infraction commise. Cependant, le

secrétaire général de l'OMI a maintenu la décision de rejet sommaire.

## Principe(s) Juridique(s)

Les accusations sont les conclusions légales que l'administration a tirées sur la base d'une enquête qui affirme qu'un individu a commis une faute. Dans un processus disciplinaire, une accusation écrite officielle d'inconduite doit être portée contre le membre du personnel par le secrétaire général de l'OMI. Le licenciement sommaire ne peut pas être fondé sur un fait non établi par un processus disciplinaire.

#### Résultat

Appel accordé en partie

## Texte Supplémentaire du Résultat

Réintégration ou compensation financière; Réintégration ou rémunération financière

## Applicants/Appellants

Muindi

Entité

OMI

Numéros d'Affaires

2017-1063

**Tribunal** 

**TANU** 

Lieu du Greffe

New york

## Date of Judgement

7 Fév 2018

## President Judge

Juge Knierim

## Language of Judgment

**Anglais** 

#### Type de Décision

Jugement

## Catégories/Sous-catégories

Questions disciplinaires / fautes professionnelles Mesure ou sanction disciplinaire Licenciement/séparation Fraude, fausse déclaration et fausse certification Proportionnalité de la sanction Licenciement (de nomination) Renvoi sommaire

## **Droit Applicable**

Statut et Règlement du personnel de l'OMI

- Disposition 101.2
- Disposition 11.1
- Disposition 110.1
- Disposition 110.3

Autres publications de l'ONU (directives, politiques, etc.

• Lignes directrices de l'OMI pour les enquêtes sur les fautes graves, annexe F

## TANU Règlement de procédure

• Article 18.1

#### TANU Statut du Tribunal

- Article 2.10
- Article 9.2

## **Jugements Connexes**

2017-UNAT-742 2015-UNAT-535